ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mardi 4 novembre 2014 — N° 37
Treize heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Remise de la Médaille de l'Assemblée nationale à M. Raymond Monette.*

- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Semaine nationale des proches aidants.*

- Le député de Fabre sur le sujet suivant : *Souligner la médaille de bronze de l'équipe de soccer féminine senior Delta remportée aux championnats canadiens des clubs.*

- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Service d'entraide de Saint-Romuald.*

- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner les bienfaits du programme « Unité sans violence » dans la lutte contre l'intimidation.*

- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Souligner le 15e anniversaire du Festival du monde arabe de Montréal.*

- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Souligner la journée nationale des clubs 4-H.*

- Le député de Borduas sur le sujet suivant : *45e anniversaire du Centre d'action bénévole de la Vallée-du-Richelieu.*

- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Semaine de la prévention de la criminalité.*

- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner le centenaire de madame Thérèse Ménard Fortier.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS **a) documents**
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 10
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **25 septembre 2014**

2) Projet de loi n° 11*
Loi sur la Société du Plan Nord
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le 30 septembre 2014
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le **29 octobre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

3) Projet de loi n° 15
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **9 octobre 2014**

Étude détaillée en commission

4) Projet de loi n° 3
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014
Principe adopté le **1er octobre 2014,** et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

5) Projet de loi n° 12
Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 30 septembre 2014
Principe adopté le **8 octobre 2014,** et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

6) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

7) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

8) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

9) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

10) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

11) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

12) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

13) 22 octobre 2014
Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

> QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;
>
> QU'à cette fin, la Commission entende l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;
>
> QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;
>
> QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Interpellation :

- Du député de Chauveau au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *Les décisions politiques qui mènent à une hausse injustifiée des tarifs d'électricité* (avis donné le 23 octobre 2014).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1er octobre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Étude de pétitions :

- Pétition 258-20140918 concernant les cours d'éducation sexuelle.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat réglementaire

Interpellation :

- Du député de Saint-Jean au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale sur le sujet suivant : *Fermeture des carrefours jeunesse-emploi : l'abandon des jeunes par un gouvernement libéral sans vision* (avis donné le 30 octobre 2014).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 12**, Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 8 octobre 2014).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (mandat confié le 21 octobre 2014).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat conféré par une loi

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (mandat confié le 7 octobre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

24) M. Surprenant (Groulx) – **4 novembre 2014**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Nous apprenions le mois dernier que le nombre de « vraies » fraudes à l'aide sociale a oscillé entre 16 000 et 20 000 cas entre 2009-2010 et 2013-2014, sans augmentation ou diminution constante. Par contre, les montants en cause ont augmenté de façon constante pour ces mêmes années, passant de 68,6 millions $ à 86,4 millions $.

Or, depuis 2009, le nombre moyen d'enquêteurs au ministère est passé de 162 à 134. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a promis en juin dernier d'en ajouter 10, à coût nul.

Combien des 10 nouveaux employés promis par le ministre ont-ils été embauchés à ce jour et quel est le bilan de leur travail et de l'équipe en place pour récupérer l'argent versé aux fraudeurs? Quelles autres mesures le ministre a-t-il mises en place ou a-t-il prévues afin de récupérer cet argent?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 30 octobre 2014
Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions – *ministre de la Justice.*

b) 30 octobre 2014
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions – *ministre des Transports.*

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS